



**PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DU  
21 septembre 2020**

Celui-ci s'est réuni au lieu ordinaire des séances, après convocation du 15/09/2020, sous la présidence de Mme Sylvie COMUZZI, Maire d'Izernore

<b>Etaient présents :</b>	M. Raymond JOYARD - Mme Christianne MAURON - M. Michel MOINE - Mme Françoise DESMIDT- M. Xavier BOSSAN - Mme Juliette AUGERT - M. Pascal CURTET - M. Luc ALLEGRETTI - Mme Edda GRASSET - Mme Isabelle GREGIS - M. Christophe PERROUSSET - M. Jean-Marie PONCET - Mme Pascale GOUILLOUX -Mme Maguy EMPEREUR - Mme Mathilde FAVRE - Mme Claire ZARA-MARMETH - M. Louison DONIER
<b>Excusé :</b>	M. Hervé GARBE
<b>Pouvoirs :</b>	M. Hervé GARBE à M. Xavier BOSSAN
<b>Secrétaire de séance :</b>	M. Christophe PERROUSSET

Ouverture de la séance : 19H

Le procès-verbal du Conseil Municipal du 20 juillet 2020 n'appelle aucune observation, il est approuvé à l'unanimité.

**DECISIONS SIGNÉES DU MAIRE**

DECISION 2020-192-060 : signée le 06/08/2020 avec FROID et MACHINES d'un montant de 22.504,60 € HT soit 27.005,52 € TTC pour la ligne de self des Grillons

DECISION 2020-192-061 : signée le 06/08/2020 avec 5He SARL d'un montant de 7.057 € HT soit 8.468,40 € TTC pour l'achat de 7 silhouettes PIETO

DECISION 2020-192-062 : signée le 06/08/2020 avec C.S.I. d'un montant de 3.980 € HT soit 4.776 € TTC pour l'achat de 20 tablettes SAMSUNG (+1 gratuite) pour le conseil municipal

DECISION 2020-192-063 : signée le 06/08/2020 avec ONF d'un montant de 3.052,40 € HT soit 3.577,20 € TTC pour des travaux de maintenance : entretien des renvois d'eau + travaux divers dans les peuplements

DECISION 2020-192-064 : signée le 06/08/2020 avec ONF d'un montant de 2.905,10 € HT soit 3.195,61 € TTC pour des travaux sylvicoles subventionnés à hauteur de 1.548 €

DECISION 2020-192-065 : signée le 06/08/2020 avec LEBLANC ILLUMINATIONS d'un montant de 5.330 € HT soit 6.936 € TTC pour l'achat de décors extérieurs parvis mairie et parking Pragnères

DECISION 2020-192-066 : signée le 06/08/2020 avec ENEDIS d'un montant de 1.728,46 € HT soit 2.074,15 € TTC pour le raccordement au réseau public de distribution d'électricité pour le 125 rue des Ecoles (self cantine)

DECISION 2020-192-067 : signée le 06/08/2020 avec FROID et MACHINES d'un montant de 1.537,60 € HT soit 1.845,12 € TTC pour l'achat de 2 chariots pour le self cantine

DECISION 2020-192-068 : signée le 06/08/2020 avec ADAPEI d'un montant de 90 € HT soit 108 € TTC pour l'impression de 12 carnets de tickets numérotés (pour le musée)

DECISION 2020-192-069 : signée le 06/08/2020 avec BALLAND Paysage d'un montant de 160 € HT soit 192 € TTC pour la pose de 2 potelets de protection logette électrique cœur de village (pris sur stock services techniques)

DECISION 2020-192-070 : signée le 06/08/2020 avec C.S.I. d'un montant de 239.80 € HT soit 287.76 € TTC pour l'achat de 20 housses de protection pour tablettes conseil municipal (+1 gratuite)

DECISION 2020-192-071 : signée le 06/08/2020 avec ONF d'un montant de 1.886,50 € HT soit 2.075,15 € TTC pour des travaux sylvicoles (enlèvement des protections contre le gibier)

DECISION 2020-192-072 : signée le 06/08/2020 avec ONF d'un montant de 1.614,80 € HT soit 1.937,76 € TTC pour des travaux touristiques (entretien des sentiers, pistes, aires et mobilier forestier)

DECISION 2020-192-073 : signée le 06/08/2020 avec SOLYPAC d'un montant de 89 € HT soit 106.80 € TTC pour l'impression de 200 cartes de visite pour Mme le Maire

DECISION 2020-192-074 : signée le 06/08/2020 avec DIFCO d'un montant de 798.23 € HT soit 945.68 € TTC pour l'achat de produits d'entretien pour la cantine scolaire

DECISION 2020-192-075 : signée le 06/08/2020 avec A.M.E. Bureautique d'un montant de 923.35 € HT soit 1.108,02 € TTC pour l'achat de fournitures de bureau (mairie)

DECISION 2020-192-076 : signée le 06/08/2020 avec LEBLANC ILLUMINATION d'un montant de 1.966,50 € HT soit 2.359,80 € TTC pour l'achat de suspension lumineuses pour la salle des fêtes

DECISION 2020-192-077 : signée le 06/08/2020 avec DEGLETAGNE d'un montant de 1.185 € HT soit 1.422 € TTC pour le contrat d'entretien de la borne de recharge électrique parking de l'Oignin (durée : 3 ans)

DECISION 2020-192-078 : signée le 24/08/2020 avec GONCET d'un montant de 555.08 € HT soit 666.10 € TTC pour le remplacement du chauffe-eau de l'école maternelle

DECISION 2020-192-079 : signée le 24/08/2020 avec GEMPLAST d'un montant de 210.64 € HT soit 252.77 € TTC pour la fourniture de 800 embouts enveloppants pour les chaises du groupe scolaire (annule et remplace décision N° 2020-192-049)

DECISION 2020-192-080 : signée le 27/08/2020 avec CERIG d'un montant de 90.00 € HT soit 108.00 € TTC pour le contrat de maintenance de l'interface PASRAU



DECISION 2020-192-081 : signée le 04/09/2020 avec MORAND d'un montant de 165.00 € HT soit 198.00 € TTC pour la réparation des stores de la salle d'activité des Grillons

DECISION 2020-192-082 : signée le 08/09/2020 avec BM ELECTRICITE d'un montant de 180.00 € HT soit 216.00 € TTC pour la fourniture de 4 émetteurs, bâtiment les Grillons

DECISION 2020-192-083 : signée le 04/09/2020 avec DACD d'un montant de 558.60 € HT soit 670.32 € TTC pour l'achat de 2 nébuliseurs électriques portables (gymnase + école primaire)

DECISION 2020-192-084 : signée le 10/09/2020 avec CERIG d'un montant de 295.00 € HT soit 354.00 € TTC pour l'achat de 1 antivirus serveur + 7 postes mairie

DECISION 2020-192-085 : signée le 11/09/2020 avec LANGUEDOC CHIMIE d'un montant de 120.00 € HT soit 144.00 € TTC pour l'achat de gants anti-coupure et de ruban de signalisation pour les services techniques

DECISION 2020-192-086 : signée le 14/09/2020 avec SEDI EQUIPEMENT d'un montant de 31.00 € HT soit 37.20 € TTC pour l'achat d'imprimés pour le service état-civil

DECISION 2020-192-087 : signée le 01/09/2020 avec BODET Campanaire d'un montant de 2 787.00 € HT soit 3 344,40 € TTC pour le remplacement du moteur de volée de la cloche angélus

DECISION 2020-192-088 : signée le 01/09/2020 avec BODET Campanaire d'un montant de 3 043.00 € HT soit 4 036.80 € TTC pour le remplacement des battants des deux cloches

DECISION 2020-192-090 : signée le 14/09/2020 avec ATH d'un montant de 9 224.98 € HT soit 10 147.48 € TTC pour des travaux de peintures - logement du cercle hippique



**DELIBERATION N° 2020036 : SIEA : GROUPEMENT DE COMMANDE POUR L'ACHAT D'ELECTRICITE ET DE SERVICES ASSOCIES ET AUTORISATION DE SIGNER LES MARCHES ET/OU ACCORDS CADRES SUBSEQUENTS**

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité d'accepter les termes du projet de convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat d'électricité et de services associés.

Il autorise l'adhésion de la commune au groupement de commandes à intervenir (ayant pour objet l'achat d'électricité et de services associés).

Il autorise Madame le Maire à signer la convention de groupement et toutes autres pièces nécessaires.

Il autorise le représentant du coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de la commune d'Izernore.

**DELIBERATION N° 2020037 : PARTICIPATION FINANCIERE DE LA COMMUNE DE SAMOGNAT POUR LES ELEVES SCOLARISES A L'ECOLE D'IZERNORE - ANNEE 2018-2019**

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité de demander une participation financière à la commune de SAMOGNAT d'un montant de 12.356,45 €, soit 1.544.56 € par élève

Cette somme correspond aux frais engagés par la commune d'Izernore pour la scolarisation de 8 élèves domiciliés à Condamine la Belloire (hameau de SAMOGNAT) pour l'année 2018-2019.

**DELIBERATION N° 2020038 : ACQUISITION D'UNE COLLECTION NUMISMATIQUE EN PROVENANCE D'IZERNORE**

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité d'acquérir, afin de compléter les collections du musée archéologique d'Izernore, la collection numismatique dite collection « Michailard », composée de 92 pièces de monnaie, issue de trouvailles fortuites effectuées par M. Joseph Michailard sur ses terres (à Izernore) au cours de la première moitié du XXème siècle.

Un mandat administratif sera établi pour le compte de M. Hervé BOMBOY d'un montant de 2.000 €.

Le Conseil Municipal autorise Mme le Maire à procéder à la demande de participation auprès de la FRAM (Fonds Régionale d'Acquisition des Musées) et à émettre le titre de recette correspondant à l'aide obtenue.

Le Conseil Municipal sollicite l'avis du CSRA pour l'intégration de ces biens à l'inventaire du musée.

**DELIBERATION N° 2020039 : VENTE DE TERRAIN COMMUNAL A LA SOCIETE BPCE LEASE ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION N° 2020034 du 20/07/2020**

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité de vendre à la BPCE LEASE, une parcelle de 300 m<sup>2</sup>, cadastrée section AL N° 175, pour un prix de 25 €/m<sup>2</sup>, soit un total de 7.500 €, pour l'agrandissement du bâtiment industriel EDB PACKAGING. La signature de l'acte aura lieu en l'étude de Me Bénédicte BAUD, notaire à Izernore.

**DELIBERATION N° 2020040 : ELECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**

Le Conseil Municipal a procédé à l'élection des membres de la commission d'appel d'offres. Les membres ci-après ont été élus à la majorité (19 voix pour) :

**MEMBRES TITULAIRES :**

M. Raymond JOYARD

M. Michel MOINE

M. Pascal CURTET

**MEMBRES SUPPLEANTS**

Mme Christianne MAURON

Mme Françoise DESMIDT

M. Hervé GARBE

**DELIBERATION N° 2020041 : CONSTITUTION DU JURY DE CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE ET FIXATION DES INDEMNITES DES PERSONNES QUALIFIEES POUR LA CONSTRUCTION D'UN CENTRE EQUESTRE A IZERNORE**

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité d'approuver la composition du jury de concours de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un centre équestre, composé comme ci-après, 3 candidats sont admis à concourir :

Membres titulaires : Raymond JOYARD, Michel MOINE, Pascal CURTET

Membres suppléants : Christianne MAURON, Françoise DESMIDT, Hervé GARBE

Personnalités qualifiées : les 2 membres de la chambre d'agriculture : Mme JACON et M. MOREL

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité de fixer la prime du candidat retenu à 9.460 € TTC ; cette prime sera considérée comme une avance sur ses honoraires.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité de fixer la prime des candidats admis au 2<sup>ème</sup> tour et non retenus, à hauteur de 9.460 € maximum, celle-ci pouvant être réduite ou supprimée sur proposition du jury.



**DELIBERATION N° 2020042 : DESIGNATION DU REPRESENTANT DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE D'IZERNORE POUR SIEGER A LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES (CLECT) DE HAUT BUGEY AGGLOMERATION**

Le Conseil Municipal désigne à l'unanimité M. Pascal CURTET pour siéger à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de Haut-Bugey Agglomération.

**DELIBERATION N° 2020043 : ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL**

Le Conseil Municipal à l'unanimité d'adopter le règlement intérieur du Conseil Municipal d'Izernore comme suit :

**I- RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Article 1 : Fréquence des séances** (articles L. 2121-7 et L. 2121-9 du CGCT)

Le conseil municipal se réunit sur le principe d'une réunion mensuelle.

Les réunions du conseil municipal se déroulent dans la salle de conseil de la mairie.

Il est précisé que Madame le Maire peut réunir le conseil municipal chaque fois qu'elle le juge utile.

Madame le Maire est par ailleurs tenue de le convoquer dans un délai maximal de 30 jours sur demande motivée du préfet ou du tiers des membres du conseil municipal.

**Article 2 : Convocation** (articles L. 2121-10, L. 2121-11 et L. 2121-12 du CGCT)

Toute convocation est faite par le maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour de la séance. Elle précise la date, l'heure et le lieu de la séance, qui se déroule, sauf exception, à l'endroit défini à l'article 1<sup>er</sup> du présent règlement.

Elle est transmise de manière dématérialisée, ou, si les conseillers municipaux en font la demande, adressée par écrit à son domicile ou à une autre adresse, 5 jours francs au moins avant celui de la réunion.

En cas d'urgence, le maire peut réduire ce délai, qui ne peut cependant être inférieur à un jour franc. Le maire rend compte de l'urgence dès l'ouverture de la séance. Le conseil se prononce alors sur cette urgence et peut décider du renvoi de la discussion à une séance ultérieure.

La convocation est mentionnée au registre des délibérations et est affichée (ou publiée).

**Article 3 : Ordre du jour** (article L. 2121-10 du CGCT)

L'ordre du jour est fixé par le maire. Il apparaît sur la convocation du conseil municipal.

**Article 4 : Accès aux dossiers** (articles L. 2121-13, 2121-13-1, 2121-26 du CGCT)

Tout membre du conseil municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération. La commune assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par les moyens matériels qu'elle juge les plus appropriés.

Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un membre du conseil municipal auprès de l'administration communale, devra se faire sous couvert du maire ou de l'adjoint en charge du dossier, sous réserve de l'application de l'article L.2121-12 al. 2 ci-dessus.

**Consultation des projets de contrats de service public et de marchés** (article L. 2121-12, al. 2 du CGCT)

Tout conseiller municipal a la possibilité de consulter à la mairie les projets et documents relatifs aux contrats de service public et marchés envisagés par la commune, accompagnés de l'ensemble des pièces.

La demande de consultation des documents est adressée à Madame le Maire.

Les documents sont tenus à la disposition des conseillers municipaux dans les services communaux compétents, jusqu'à la veille de leur examen en séance.

Durant cette séance, les documents seront tenus à la disposition des membres du conseil.



### **Article 5 : Questions orales (article L. 2121-19 du CGCT)**

Chaque conseiller peut exposer au cours de la séance du conseil municipal des questions orales. Ces questions orales doivent avoir trait aux affaires de la commune et porter sur des sujets d'intérêt général.

Le texte des questions est adressé à Madame le Maire 48 heures au moins avant une séance du conseil municipal. Elles sont traitées à la fin de chaque séance.

Lors de cette séance, le maire ou l'adjoint en charge du dossier répond aux questions posées oralement par les conseillers municipaux.

Les questions orales peuvent, sur demande jointe au texte de la question, donner lieu à un débat au sein du conseil municipal.

Les questions déposées après l'expiration du délai susvisé sont traitées à la séance ultérieure la plus proche. Si le nombre ou l'importance des questions orales le justifient, le maire peut décider de les traiter dans le cadre d'une séance du conseil municipal spécialement organisée à cet effet ou lors d'une séance ultérieure. Si l'objet des questions orales le justifie, le maire peut décider de les transmettre pour examen aux commissions permanentes concernées.

### **Article 6 : Questions écrites**

Chaque membre du conseil municipal peut adresser au maire des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la commune ou l'action municipale.

## **II - TENUE DES SÉANCES**

### **Article 7 : Tenue des séances (articles L. 2121-14 et 2121-16 du CGCT)**

Le conseil municipal est présidé par Madame le maire.

En cas d'empêchement, Madame le maire sera remplacé par Monsieur Raymond JOYARD, 1<sup>er</sup> adjoint.

Dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, Madame le maire peut, même si elle n'est plus en fonction, assister à la discussion mais elle doit se retirer au moment du vote.

Madame le maire assure seule la police des séances. Dans le cadre de ce pouvoir, il peut faire expulser toute personne qui troublerait la sérénité des débats.

### **Article 8 : Publicité des séances (article L. 2121-18 du CGCT)**

Les séances du conseil municipal sont publiques. Le public doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites. Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.

Tout membre du conseil municipal peut demander, avec deux de ses collègues, à ce que la séance se tienne à huis clos. Le maire dispose également de cette possibilité.

Cette demande ne fait pas l'objet d'un débat et le conseil municipal se prononce sur celle-ci à la majorité absolue des membres présents ou représentés. Lorsqu'une telle décision est prise, les personnes extérieures au conseil municipal sont tenues de se retirer.

Les séances du conseil municipal peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.

### **Article 9 : Quorum (article L. 2121-17 du CGCT)**

Le conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.

Si, après une première convocation ce quorum n'est pas atteint, le conseil municipal est à nouveau convoqué à 3 jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un conseiller municipal s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ. Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le maire lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Les pouvoirs donnés par les conseillers absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.



**Article 10 : Mandats (article L. 2121-20 du CGCT)**

Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives. Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Le mandat peut être établi au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance. Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers municipaux qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître à Madame le Maire leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

**Article 11 : Secrétariat de séance (article L. 2121-15 du CGCT)**

Au début de chaque séance, le conseil municipal nomme parmi ses membres un secrétaire de séance. Ce secrétaire assiste Madame le Maire pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal de séance.

**Article 12 : Déroulement de la séance**

Madame le Maire, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des conseillers, constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint, cite les pouvoirs reçus. Elle fait approuver le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Madame le Maire appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour ; seules celles-ci peuvent faire l'objet d'une délibération. Elle peut aussi soumettre au conseil municipal des « questions diverses » ; celles-ci portent sur des questions d'importance mineure. Si toutefois l'une de ces questions doit faire l'objet d'une délibération, elle devra en tant que telle être inscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil municipal.

**Article 13 : Suspension de séance**

La suspension de séance est décidée par le président de séance. Il peut mettre aux voix toute demande émanant d'un conseiller ou de 5 membres du conseil. Il revient au président de fixer la durée des suspensions de séance.

**Article 14 : Amendements**

Les amendements ou contre-projets peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au conseil municipal. Ils doivent être présentés par écrit au maire. Le conseil municipal décide si ces amendements sont mis en délibération, rejetés ou renvoyés à la commission compétente.

**III-DÉBATS ET VOTE DES DELIBÉRATIONS****Article 15 : Débats ordinaires**

La parole est accordée par Madame le Maire aux membres du conseil municipal qui la demandent. Un conseiller municipal ne peut prendre la parole qu'après l'avoir obtenue du président même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre. Les conseillers municipaux prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande.

Lorsqu'un membre du conseil municipal s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par Madame le Maire. Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

**Article 16 : Vote des délibérations (article L. 2121-20 du CGCT)**

Les délibérations du conseil municipal sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas de partage égal des voix, sauf vote à bulletin secret, la voix du président est prépondérante. Cependant, en cas de scrutin secret, une telle égalité équivaut au rejet de la proposition.

Le conseil municipal vote à main levée.



Il est voté au scrutin secret : - soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ; - soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation. Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Le vote du compte administratif présenté annuellement par Madame le maire doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice. Le compte administratif est arrêté si une majorité de voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

#### **IV-COMPTES-RENDUS DES DÉBATS ET DES DÉCISIONS**

##### **Article 17 : Procès-verbaux (article L. 2121-23 du CGCT)**

Les délibérations sont inscrites par ordre de date. La signature est déposée sur le feuillet de clôture de la séance, après l'ensemble des délibérations.

Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance suivante. Les conseillers municipaux peuvent à cette occasion demander qu'une rectification soit apportée. La rectification éventuelle est enregistrée au procès-verbal suivant.

Le procès-verbal de la séance est affiché et publié sur le site internet de la ville.

#### **V- COMITÉS CONSULTATIFS ET COMMISSIONS MUNICIPALES**

##### **Article 18 : Commissions municipales (article L. 2121-22 du CGCT)**

Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres. Elles sont convoquées par

Madame le Maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent.

La composition des différentes commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Les commissions permanentes sont les suivantes :

<b>INTITULE DE LA COMMISSION</b>	<b>NOMBRE DE MEMBRES</b>
<b>CCAS / LOGEMENT / AFFAIRES SOCIALES</b>	<b>7</b>
<b>CHEMINS ET FORETS / COMMUNES FORESTIERES</b>	<b>4</b>
<b>TRAVAUX / BATIMENTS / VOIRIE</b>	<b>18 (tout le conseil municipal pour les travaux)</b>
<b>FINANCES</b>	<b>18 (tout le conseil municipal)</b>
<b>URBANISME / ENVIRONNEMENT</b>	<b>18 (tout le conseil municipal)</b>
<b>URBANISME COMMISSION RESTREINTE</b>	<b>5</b>
<b>SPORTS LOISIRS</b>	<b>5</b>
<b>VIE SCOLAIRE / PERISCOLAIRE</b>	<b>6</b>
<b>AFFAIRES CULTURELLES / INFORMATIONS</b>	<b>10</b>
<b>SECURITE / PCS</b>	<b>8</b>
<b>ECONOMIE / EMPLOI</b>	<b>7</b>

Le nombre de membres indiqué exclu le maire qui est président de droit de toutes les commissions.



## **Article 19 : Fonctionnement des commissions municipales**

Le conseil municipal fixe le nombre de conseillers siégeant dans chaque commission et désigne ceux qui y siégeront. La désignation des membres des commissions est effectuée au scrutin secret, sauf si le conseil municipal décide, à l'unanimité, d'y renoncer.

Lors de la première réunion, les membres de la commission procèdent à la désignation du vice-président. Les commissions peuvent entendre des personnes qualifiées extérieures au conseil municipal.

Chaque conseiller aura la faculté d'assister, en sa qualité d'auditeur, aux travaux de toute commission autre que celle dont il est membre après en avoir informé son président 5 jours au moins avant la réunion.

La commission se réunit sur convocation de Madame le Maire ou du vice-président. Elle est toutefois tenue de réunir la commission à la demande de la majorité de ses membres.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour, est adressée à chaque conseiller à son domicile 5 jours avant la tenue de la réunion.

Les séances des commissions ne sont pas publiques, sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents.

Les commissions n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis ou formulent des propositions. Elles statuent à la majorité des membres présents. Elles élaborent un compte rendu sur les affaires étudiées. Ce compte rendu est communiqué à l'ensemble des membres du conseil.

## **Article 20 : Comités consultatifs (article L. 2143-2 et L. 2143-4 du CGCT)**

Le conseil municipal peut créer des comités consultatifs sur tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune. Chaque bourg, hameau ou groupement de hameaux peut également être doté par le conseil municipal sur demande de ses habitants d'un conseil consultatif. La composition et les modalités de fonctionnement des comités sont fixées par délibération du conseil municipal.

Chaque comité, présidé par un membre du conseil municipal désigné parmi ses membres, est composé d'élus et de personnalités extérieures à l'assemblée communale et particulièrement qualifiées ou directement concernées par le sujet soumis à l'examen du comité.

Les comités peuvent être consultés par Madame le Maire sur toute question. Ils peuvent par ailleurs transmettre à Madame le Maire toute proposition concernant tout problème d'intérêt communal pour lequel ils ont été institués. Leurs avis ne sauraient en aucun cas lier le conseil municipal.

## **Article 21 : Commissions d'appels d'offres (articles L.1411-5 et L.2121-22 du CGCT)**

Une commission d'appel d'offres est constituée. Elle est composée des membres suivants : le maire ou son représentant et trois membres du conseil municipal ; ses membres sont élus à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

La commission attribue directement les marchés dont les montants sont égaux ou supérieurs aux seuils des procédures formalisées. Elle peut être consultée pour avis pour les marchés passés en procédure adaptée.

## **VI- DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 22 : Désignation des délégués dans les organismes extérieurs (article L. 2121-33 du CGCT)**

Le conseil municipal désigne ses délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du CGCT et des textes régissant ces organismes. Ces délégués peuvent être remplacés, à tous moments, et pour la durée restant à courir, dans des formes identiques à celles de leur désignation. L'élection d'un maire n'entraîne pas, pour le conseil municipal, l'obligation de procéder à une nouvelle désignation des délégués dans les organismes extérieurs.

### **Article 23 : Retrait d'une délégation à un adjoint (article L. 2122-18, al 3 du CGCT)**

Lorsque Madame le Maire a retiré les délégations qu'elle avait données à un adjoint, le conseil municipal doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions.



Un adjoint, privé de délégation par Madame le Maire et non maintenu dans ses fonctions d'adjoint (officier d'état civil et officier de police judiciaire) par le conseil municipal, redevient simple conseiller municipal. Le conseil municipal peut décider que l'adjoint nouvellement élu occupera la même place que son prédécesseur dans l'ordre du tableau.

#### **Article 24 : Modification du règlement**

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition de Madame le Maire ou d'un tiers des membres en exercice du conseil municipal.

#### **DELIBERATION N° 2020044 : VENTE DE TERRAIN COMMUNAL A LA SOCIETE BP Lease Immo ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION N° 2020039 du 21/09/2020**

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité de vendre à la Société BPCE Lease Immo, une parcelle de 300 m<sup>2</sup>, cadastrée section AL N° 175, pour un prix de 25 €/m<sup>2</sup>, soit un total de 7.500 €, pour l'agrandissement du bâtiment industriel EDB PACKAGING. La signature de l'acte aura lieu en l'étude de Me Bénédicte BAUD, notaire à Izernore.



#### **PERSONNEL COMMUNAL**

Le Conseil Municipal est informé des recrutements en cours au sein des services de la mairie :

- Agent d'accueil
- Agent d'entretien aux espaces verts
- Policier municipal

#### **ECLAIRAGE PUBLIC**

Madame le Maire informe le Conseil Municipal de la requête d'un administré concernant l'extinction partielle ou totale de l'éclairage public la nuit.

La commission sécurité se charge de l'étude de ce dossier : procédure, investissement, rentabilité, mise en œuvre...

#### **ACTIVITE ECONOMIQUE**

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID 19, il a été décidé d'apporter une aide financière aux commerçants de la commune qui en ont fait la demande. Le montant total de cette aide s'élève à 10.700 € et concerne 12 commerçants, elle précise que la mairie a pris à sa charge l'adhésion au Pôle du Commerce pour la somme de 100 €/adhérent.

#### **INFORMATIONS DIVERSES**

##### **Affaires scolaires et périscolaires :**

La rentrée scolaire en chiffres : 258 élèves inscrits, dont 79 en classes maternelles et 179 en classes primaires. 10 enfants sont inscrits en classe ULIS (3 de la commune et 7 de l'extérieur)

Un self a été installé à la cantine à la satisfaction générale des élèves et du personnel des Grillons.

A ce jour, ce sont 140 enfants inscrits dont 28 petits (non concernés par le SELF).

35 enfants participent au centre de loisir du mercredi

50 à 60 enfants en moyennes fréquentent la garderie du soir.

L'embauche d'une personne supplémentaire à temps partiel entre 11h et 14h et le soir sera peut-être à prévoir.



Les nouveaux gérants du centre équestre ont pris contact avec les Grillons afin de proposer une activité équestre après les vacances de la Toussaint.

Assemblée Générale des Communes Forestières de l'Ain du 15/09/2020 :

Le Conseil Municipal prend connaissance du compte rendu de l'AG des communes forestières de l'Ain.

La situation sanitaire des forêts est catastrophique : sécheresse, scolytes et autres maladies...

Cette détérioration se répercute sur les ventes de bois dont le prix est déprécié

L'ONF demande la seule commercialisation des bois secs en désaccord avec le COFOR

Il faut envisager les plantations de nouvelles essences.

Assemblée Générale d'ALEC 01 du 17/09/2020 :

Le Conseil Municipal prend connaissance du compte rendu de l'AG d'ALEC 01 ;

Cet organisme est financé par les subventions publiques, il est envisagé la création d'une société publique locale.

Renouvellement du CA qui comprend 6 collèges. Mme le Maire est candidate.

Information SDIS DE L'AIN :

Une plaquette statistique des interventions 2018 - 2019 dans l'Ain est à la disposition des élus.

La réunion prévue le 03/10/2020 au SDIS de BOURG EN BRESSE est annulée en raison de la crise sanitaire.

Ilot Recordon :

Le permis de construire a été déposé à l'origine par SEMCODA et repris par la commune en 2020 qui réalisera le projet. La SEMCODA a engagé diverses dépenses (notamment pour les études) à hauteur de 136.000 € TTC.

Après négociation de Mme le Maire, le montant restant dû à la SEMCODA s'élève à 120.000 € TTC.

Sécurisation de la traversée de Pérignat :

Une réunion est organisée en mairie avec AINTEGRA, la commission sécurité et 6 représentants des habitants de Pérignat afin de présenter un projet.

Travaux divers :

En raison de la crise sanitaire, la mairie n'a pas fait de contrat saisonnier comme habituellement. En conséquence le désherbage réalisé à l'aide des jeunes n'a pu être fait en totalité.

Après la sécheresse les orages et fortes pluies ont provoqué un ravinement important à divers endroits de la commune : Bussy vers les bennes de tri sélectif, Cessiat sur le Chemin de la Longeon, Pérignat sur la RD11c avant le pont.

Des travaux conséquents devront être mis en œuvre et nécessiteront l'intervention d'une entreprise.

D'autre part, certains secteurs de la commune n'étant pas encore en séparatif AEP et EP posent problème en cas de pluies abondantes : La Mode, rue de la Courbe, rue des Ecoles... Des travaux sont envisagés par HBA qui maîtrise cette compétence.

Lors des travaux de la rue de la Mode, une borne incendie sera ajoutée afin d'être en conformité avec les normes en vigueur.

Mur du centre équestre côté ouest à l'intérieur du manège : devis à faire pour réparation urgente.



Vie associative :

Société de chasse :

Une rencontre avec la Société de Chasse aura lieu le 23/09/2020 à 18h30 en mairie entre Mrs BOSSAN, CURTET et PONCET pour la commune et M. SANZ pour la chasse.

Basket Club Izernore (BCI) :

Une rumeur circule concernant la cessation du club. Après contact pris avec le président, M. BOSSAN précise que ce n'est pas du tout d'actualité. La mise en place des mesures sanitaires dans le cadre de la COVID 19 EST complexe : il faut respecter le protocole imposé par la fédération de basket et celui de la commune. Toutefois, l'activité sportive reprendra prochainement.

◆◆◆◆◆◆◆◆

**CLÔTURE DE LA SEANCE à 21h20**

Sylvie COMUZZI,  
Maire d'Izernore



Christophe PERROUSSET,  
Secrétaire de séance

